

Crise post-électorale

Dialogue d'Ali Bongo, échec de partout !

**Orca Boudiandza
Mouele**

C'est inéluctable, pour avoir une once de légitimité, Ali Bongo a besoin d'un dialogue national. Ce dialogue, à l'image de la Conférence nationale de 1990, devrait être pour le fils putatif d'Omar Bongo l'occasion de tenter une sorte de réconciliation nationale et de redorer quelque peu son image. Sauf que sur cette question, Ali Bongo est, une fois de plus, en train d'essayer un échec dans tous les sens du terme.

D'abord, parce que la pêche aux opposants lancée dès la fin du massacre post-électoral n'a pas été très fructueuse. Dans sa gibecière, Ali Bongo n'a pu avoir comme « poids lourds » que René Ndemezo'o Obiang (ancien directeur de campagne de Jean Ping et président de Démocratie nouvelle), Mike Jocktane et Estelle Ondo (deux vice-présidents dépourvus d'influence de l'Union nationale). Même Louis Gaston Mayila, qui semblait un moment



Les membres du gouvernement Issoze Ngondet torpillent de l'intérieur la tenue du dialogue d'Ali Bongo.

prompt à prendre part au dialogue, a vite retourné sa veste en indiquant que ce dialogue doit être conditionné par la supervision de la Communauté internationale. Le natif de Yombi a vite compris qu'il n'y avait rien de bien consis-

tant dans l'offre de dialogue d'Ali Bongo. Le dictateur a été en outre douché par la détermination des partis de la Coalition Jean Ping qui, dans l'ensemble, ont réitéré leur soutien et leur attachement au président élu dans les urnes.

L'ensemble des partis de l'Alliance de Ping (Union nationale, Héritage & Modernité, Union du peuple gabonais, Arena, PGP, UPGL...) ont tous fait bloc pour indiquer qu'ils ne prendraient pas part à la grand-

messe organisée par le fils de Joséphine Kama Dabany. Au sein de la diaspora, les tentatives de division, de manipulation et de corruption pour emmener certains leaders tels que Laurence Ndong, Thibaut Adjatis... n'ont rien donné. Bien au contraire, les marches de contestation pour le départ d'Ali Bongo s'accroissent de plus en plus. La société civile libre, quant à elle, est restée cohérente et unie. Pas de voix de dissension pour une quelconque participation au fameux dialogue.

Mais, en plus de cet échec, Ali Bongo doit aussi composer avec la quasi léthargie de son gouvernement qui, lui aussi, ne se bouge pour l'organisation de la « Conférence nationale bis ». Le Premier ministre, Franck Emanuel Issoze Ngondet, qui a inscrit ce point dans les 100 premières actions de son gouvernement, ne monte pas au créneau pour faire avancer les choses. Me Nkea, ministre en charge du dossier (dialogue national) brille surtout par sa torpeur, au point qu'on en est à se de-

mander si l'ancien avocat d'Ali Bongo est de bon cœur dans ce gouvernement.

Même les grands ministres émergents (Bilie-By-Nze, Pacôme Moubelet Boubeya, Denise Mekam'ne, Mathias Otounga Ossibadjou...), prompts à se battre corps et âme pour défendre les idées et la politique du distingué camarade, sont quasi absents du terrain de l'organisation dudit dialogue. D'ailleurs, il se dit, dans les arcanes du pouvoir, que la plupart des ministres déjà confortablement installés ne veulent pas d'un dialogue national qui viendrait mettre en péril leur vie au gouvernement.

Nul besoin d'énumérer les cadres du Parti démocratique gabonais qui songent plus à négocier les conditions de leur retraite politique qu'à se battre pour la messe de légitimation d'Ali Bongo. Conséquence, Ali Bongo, à défaut d'organiser un grand dialogue national, songe, désormais, à une petite foire de débats où il concèdera quelques réformes. Histoire de sauver la face quoi !